

# « Le Covid a marqué l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle »



Il y a cinq ans, la France était confinée. Que reste-t-il des espoirs que nous avons alors nourris ? Philosophe et psychanalyste, Cynthia Fleury porte un regard sombre sur l'incapacité de la société à se transformer.

## La pandémie de Covid-19 a-t-elle marqué un tournant dans nos existences ?

2020 a marqué l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Cette expérience pandémique a donné les caractéristiques fondamentales de ce siècle : vulnérabilité systémique, expérience d'effondrement des modèles et des ressources, démultiplication des modes dégradés dans les services publics, régimes d'exception sanitaire, fragilisation des libertés publiques et individuelles...

## Dans nos sociétés occidentales, opulentes, ne manquons-nous pas d'endurance face à l'adversité ? Et encore aujourd'hui ?

Il est évident que nos sociétés manquent de résilience. Et c'est terrible de devoir faire ce constat. Car il existe une grande instrumentalisation néolibérale de cette notion, qui promet l'apprentissage de la résilience pour mieux continuer à produire des catastrophes systémiques.

## C'est-à-dire ?

Nous le savons pertinemment, les catastrophes dites climatiques sont, principalement, des catastrophes provoquées par les choix collectifs industriels et capitalistes humains. Or, au lieu de réformer nos manières de vivre, de produire, de consommer, nous préférons pérenniser nos modèles traditionnels de croissance, extractrice, et extrêmement coûteuse pour l'environnement, comme pour les normes sociales.

« Nous avons une vision totalement idéalisée de la démocratie sociale »

## On a pu penser que la pandémie nous conduirait à refabriquer du commun dans la société...

Nous avons hélas une vision totalement « idéalisée », désincarnée de la démocratie sociale, comme si en déclarer sa nécessité suffisait à la consolider. Personne ne veut comprendre que derrière les grands principes démocratiques, la solidarité nationale suppose un coût en termes de moyens, de compétences, de formations. Il faut aussi des « corps » impliqués dans le processus. Fabriquer la dignité pour tous est « pénible », cela demande beaucoup d'attention, d'engagement, pas seulement des idées, mais des actes.

## On le voit dans le délabrement des services publics ?

Tous ces métiers dits du soin, de l'éducation, plus simplement de la construction du commun, sont dévalorisés, invisibilisés. Nous sommes allés au bout de cette « logique » débi-



Cynthia Fleury, philosophe, psychanalyste, professeure au Conservatoire national des arts et métiers, professeure associée à l'École des Mines de Paris et directrice de la chaire de philosophie à l'hôpital Sainte-Anne à Paris. | PHOTO : STEPHANE GELFRIOI, O.F.

litante qui consiste à rogner sur toutes les ressources humaines et logistiques allouées à cette exigence démocratique. La rationalité gestionnaire, lorsqu'elle devient la finalité exclusive d'une organisation, tue l'éthos de celle-ci.

## Les inégalités exacerbées pendant la pandémie ont-elles laissé des traces ?

Le confinement ne frappe pas les individus de la même façon : si vous êtes salarié et protégé, vous pouvez vivre le confinement comme une aubaine, une façon de décélérer, de retrouver votre vie de famille – à partir du moment où vous n'êtes pas victime de violences domestiques – et bénéficier d'un lieu de vie agréable. Si vous êtes en profession libérale, tout commence à se corser car le confinement a un impact direct sur votre régime économique : beaucoup de petites entreprises continuent de payer lourdement les effets de ce dernier, voire ont déposé leur bilan.

## Caissières, routiers, éboueurs... La pandémie a mis en lumière les

## métiers de « première ligne », qui étaient aussi les plus mal rémunérés. La considération qui leur est portée aujourd'hui n'a pourtant pas beaucoup changé...

Les éboueurs partagent avec les soignants le fait qu'ils prennent soin d'un environnement. Quelques efforts de primes, d'aides au logement ont été faits par l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris) par exemple, pour essayer d'endiguer la fuite du corps infirmier...

« Les conséquences pour les jeunes ont été plus dramatiques »

Mais dans la plupart des cas, le soin – dans son approche holistique – continue d'être le parent faible de la santé publique. Or, l'alliance thérapeutique avec le patient se construit grâce à du temps et à de l'humanisation du soin.

## Les jeunes ont-ils été durablement affectés ?

Pour eux, les conséquences ont été

plus dramatiques encore, car il existe dans la vie des « moments » d'opportunité plus spécifiques : quand vous subissez des « discriminations » à un jeune âge, elles produisent quantité de pertes de chances pour après : par exemple, nous avons vu une atteinte considérable sur la scolarité des plus petits, la consolidation de leurs apprentissages. Ils traineront longtemps, voire toujours, cette fragilisation.

Quant aux personnes âgées, il est évident que mettre entre parenthèses sa vie à 90 ans n'a pas le même impact que la mettre à 45 ans. Le rapport à l'irréversibilité de la vie n'est pas du tout le même. Là encore, nous avons assisté à une quantité de syndromes de glissement sans parler de maltraitance des plus âgés et de leurs familles.

## Ces maltraitances ont ému à l'époque. Et pourtant, le regard porté sur les personnes âgées n'est-il pas resté inchangé ?

Si nous avons changé notre regard sur le premier âge de la vieillesse, notamment parce qu'il correspond à

des individus en bonne santé, autonomes, les représentations deviennent plus stigmatisantes et chosifiantes, à mesure que la dépendance se fait plus grande. Malgré un discours sur la reconnaissance de la vulnérabilité, nous continuons de promouvoir une vision de la dignité très autonomiste.

## Il était aussi très difficile de voir nos morts, d'assister aux obsèques. Cela a-t-il laissé des traces ?

Cette légitimité anthropologique de prendre soin de nos morts a été balayée. Je continue encore de suivre en psychanalyse des personnes qui estiment – à juste titre – avoir été lésées dans leur chemin de deuil, parce qu'elles n'ont pu accompagner dignement ceux qu'elles aimaient jusqu'à la fin. Le politologue Paul Ariès disait que la modernité avait « ensauvagé » la mort, qu'elle l'avait reléguée à la périphérie des vies de chacun d'entre nous. Heureusement, de plus en plus de personnes veulent restaurer des rituels de soins aux morts : on pense aux autels de fortune qui ont été dressés ici ou là au moment du Covid...

« Chacun s'autorise davantage à reconnaître ses vulnérabilités »

## Cette pandémie n'aura-t-elle pas eu pour vertu de lever le tabou de la santé mentale ?

Oui, cette problématique est déstigmatisée. Chacun s'autorise davantage à reconnaître ses vulnérabilités, ses fatigues émotionnelles, ses angoisses. Mais, en même temps, les budgets alloués à la prévention en santé mentale et au suivi des pathologies restent insuffisants...

## Une partie des actifs a découvert le télétravail à cette occasion. Notre rapport au travail en a-t-il été modifié ?

Le « télé-présentiel » est devenu un mode social par défaut qui cumule des avantages et quelques dérives potentielles : on perd l'habitude de faire l'effort de se voir pour faire une réunion. C'est très pratique, mais le rapport à l'autre est virtualisé et il permet d'enchaîner encore plus de réunions, de saturation de l'espace-temps, et donc renforce ce sentiment de déréalisation.

On voit, néanmoins, quantité de directions des personnels chercher à rétropédaler sur le télétravail, dans un climat post-tayloriste de suspicion. Pour beaucoup de travailleurs, ne pas pouvoir bénéficier d'un ou de plusieurs jours en télétravail est ressenti comme une sorte d'injustice, d'infantilisation, d'un retour de rapport de force avec l'employeur.

## Ne nous sommes-nous pas, finalement, très peu transformés depuis cette pandémie ?

Nous avons eu la démonstration magistrale que les pouvoirs publics et les individus doivent prendre en considération, et simultanément, les santés environnementale, animale et humaine. Sinon, le résultat est délétaire. Malgré cela, chacun continue d'être pris dans une spirale d'accélération technique et productiviste qui voit les normes sociales et environnementales se dégrader.

Et s'il y a une « transformation » de nos vies, elle relève plutôt de ce que l'historien Georges Vigarello a nommé « l'extension du domaine de la fatigue ».

La seule chose positive est l'exigence d'invention à laquelle nous sommes désormais soumis pour défendre des modes de vies viables pour tous.

## Le 16 mars 2020, Emmanuel Macron disait : « Le jour d'après ne sera pas un retour aux jours d'avant [...] Cette période nous aura beaucoup appris ». On est donc loin ?

Oui. 2020 n'a pas acté la fin du monde d'avant, mais l'entrée dans une « nécro-politique » généralisée, autrement dit, une politique de « mort » : on sait pertinemment que nos modèles de croissance n'ont pas d'avenir heureux et qu'ils ne génèrent pas de justice sociale partagée. On sait, aussi, que nous produisons et consommons bien au-delà des limites dites « planétaires ». Seulement, chaque hyper-puissance va pousser jusqu'au bout la possibilité de ne pas négocier avec les autres son mode de vie. Cela signifie qu'à moyen terme, les dynamiques de guerre et de spoliation des ressources vont se démultiplier, des nouvelles formes de « colonisation » des terres jugées nécessaires pour préserver les économies des plus puissants.

## N'en voit-on pas l'illustration aujourd'hui ?

On moque les déclarations grotesques du président américain. Mais, elles sont symptomatiques de ce nouveau monde où un leader d'une des plus grandes démocraties occidentales peut déclarer la pire des insanités anti-démocratiques (annexer tel territoire pour son bien-être économique, pousser un pays qui n'est pas une super-puissance – l'Ukraine – à passer un accord indigne avec une super-puissance – les États-Unis), sans que la communauté internationale ne le mette immédiatement à l'index, d'une quelconque façon.

Recueilli par  
Carine JANIN.

## La France en bref

### Des élus du Tarn veulent déposer une proposition de loi pour l'A69

Quatre députés et sénateurs du Tarn partisans de l'autoroute Castres-Toulouse comptent déposer une proposition de loi pour obtenir au plus vite la reprise du chantier de l'A69, arrêté depuis le 27 février par décision du tribunal administratif de Toulouse (Haute-Garonne). Jeudi, le ministre des Relations avec le Parlement, Patrick Mignola, a fait savoir que le gouvernement prendrait ses « responsabilités » s'il faut inscrire à l'agenda un texte pour rendre rétroactivement légales les autorisations du chantier car l'autoroute est « d'intérêt général ».

### Basilique Saint-Denis : début de la reconstruction de la flèche

La basilique Saint-Denis, nécropole des rois de France en région parisienne, était privée de sa flèche depuis 180 ans. La première des 15 000 pierres nécessaires à sa reconstruction a été posée vendredi, avec un objectif d'achèvement vers 2030. Depuis le XII<sup>e</sup> siècle, la tour occidentale de la basilique s'élançant jusqu'à 90 mètres mais la foudre et une tornade l'avaient durement éprouvée. En 1846, face à sa dangereuse fragilité, choix avait été fait de la démonter pierre par pierre. D'un coût de 37 millions d'euros, le chantier est



Chantier de l'A69 près de Verfeil (Haute-Garonne), vendredi. | PHOTO : ED.JONES, AFP

entamé depuis plusieurs années déjà. Avant d'entreprendre le remontage, il a fallu consolider le monument médiéval pour s'assurer qu'il puisse soutenir les 2 400 tonnes de pierres.

### Prison ferme requise contre un marchand de sommeil

Quatre ans de prison dont un an ferme ont été requis vendredi contre un ancien boucher-charcutier marseillais devenu marchand de sommeil. L'homme de 85 ans loue depuis plusieurs dizaines d'années une soixantaine de logements insalubres dans les quartiers les plus pauvres de la ville, selon le ministère public. Reconnaisant que cette

affaire emblématique arrive « un peu tard », le procureur a souligné que les prévenus « n'ont pas fait amende honorable ». Le jugement a été mis en délibéré au 12 mai.

### Une correspondante d'Ouest-France récompensée

Correspondante dans le Sud-Est pour plusieurs médias, dont Ouest-France, Siam Spencer a reçu jeudi soir, aux Assises du journalisme à Tours, le Prix 2025 du livre de journalisme. La laverie (Robert Laffont), raconte un an d'immersion dans le quartier des Moulins à Nice (Alpes-Maritimes), entre points de deals, violence, insalubrité et vie quotidienne.

## Le spray vaccinal anti-Covid en essai clinique

Les essais du produit développé à Tours, qui pourrait mieux prévenir l'infection, vont démarrer. Ses promoteurs travaillent sur d'autres maladies.

Enfin. Début avril, les premiers volontaires recevront un vaccin contre le Covid-19 sous forme de spray nasal. Il a été conçu au CHU de Tours (Indre-et-Loire) et développé par la start-up Loyaltech, créée à cette occasion. On l'a beaucoup espéré pendant la pandémie. Il n'arrive pas forcément trop tard.

Au-delà du côté pratique, « la voie nasale permet de déclencher une immunité mucoale en complément de l'immunité systémique », explique la docteure Zoha Maakaroun-Vermesse, la coordinatrice de l'essai Mucoboost. En clair, un vaccin nasal devrait mieux empêcher l'infection par le virus, ce que ne font qu'imparfaitement les vaccins à ARNm (par ailleurs très efficaces contre les formes graves).

### Pas avant 2027-2028

Le vaccin contient deux protéines : la fameuse Spike. Et une seconde, moins sujette aux mutations. Le but est que le produit protège contre tous les variants. Mais le secret tient sans doute dans « le mucocoïpant » (le liquide du spray). « Il faut que le vaccin reste deux à trois heures en contact avec les cellules immunitaires »,



Le vaccin Mucoboost est délivré sous forme de spray nasal.

| PHOTO : LOALTECH

précise l'inféctiologue. Cela marche sur les animaux (hamsters). Cela reste à vérifier sur l'homme. D'avril à juin « trente-six volontaires de 18 à 55 ans à jour de leur vaccination » recevront un des trois dosages du vaccin, à Tours et à l'hôpital parisien Cochin.

Une fois le bon dosage déterminé, une phase 2 (avec 202 participants) se tiendra dans cinq centres (Tours,

Cochin, Saint-Étienne, Dijon et Lyon) afin d'évaluer si le vaccin protège mieux contre l'infection qu'un vaccin à ARNm.

Pour développer le vaccin jusque-là et financer les essais cliniques, « 17 millions d'euros ». « Nous n'irons que jusqu'à la phase 2, souligne Patrick Barillot, président et cofondateur de Loyaltech. Une licence serait accordée à un groupe pharmaceutique pour la phase 3 et la mise sur le marché. » Si tout se passe bien, ce qui est encore hypothétique, une mise sur le marché « autour de 2027-2028 » serait envisageable.

Le vaccin contre le Covid ne sera qu'un premier pas, espère l'agence sanitaire ANRS, co-promotrice de l'essai. Un seul vaccin en spray (un antigrippe d'Astrazeneca à base de virus atténué) est autorisé. Une « plateforme vaccinale » de vaccins protéiques en spray serait une vraie avancée. Loyaltech travaille déjà sur les autres virus respiratoires, mais aussi sur le paludisme (« avec de très bons résultats précliniques », assure-t-elle). Et vise les allergies, voire certains cancers.

Philippe RICHARD.